

# Sabrina, INTERNÉE et attachée de force

**PSYCHIATRIE** Une ex-anorexique dépose un recours contre l'hôpital Paul-Guiraud de Villejuif pour « traitements inhumains ». L'isolement et la contention sont encore trop répandus, s'insurge la Haute Autorité de santé.

PAR ELSA MARI

**SABRINA** relève lentement sa manche. « J'ai toujours la cicatrice », murmure-t-elle, le regard froncé. Son poignet gauche porte encore les marques de contention, trace indélébile de son année de psychiatrie à l'hôpital Paul-Guiraud de Villejuif (Val-de-Marne). C'était il y a dix ans. Pourtant, la jeune femme aux boucles brunes de 36 ans n'a jamais oublié ses conditions d'hospitalisation, semblables, dit-elle, à « un emprisonnement ». Elle vient de déposer un

recours pour « traitements inhumains et dégradants » contre l'établissement devant le tribunal administratif de Melun. « Contre une forme de psychiatrie », insiste-t-elle. « La France doit évoluer, tonne son avocat, Raphaël Mayet. Les taux d'isolement sont deux à trois fois supérieurs aux pays voisins. »

A l'époque, Sabrina, brillante étudiante en marketing et athlète de haut niveau, est internée sans son consentement, à 25 ans, à la demande de son père. Après un régime, elle s'est enfoncée dans la spirale de l'anorexie. Et pèse 30 kg, parfois

27. A son arrivée, en juillet 2006, à Paul-Guiraud, Sabrina partage une chambre double. Mais elle refuse de guérir, se montre ingérable. Elle ne reprend pas de poids. Le médecin remplaçant s'agace. Il a dit *pyjama et chambre d'observation d'un ton froid.* »

## « COMME DANS LES ANNÉES 1950 »

C'est l'isolement. Des infirmiers l'emmenent dans une petite pièce aux murs blancs. Un pot, un lit, rien d'autre, « comme dans les années 1950 ». Elle y passera un an, avec peu de sorties. Sans heure ni conscience du temps, juste avec le cliquetis de la sonde nasogastrique qui la nourrit. « Je me souviens des craquelures du plafond et des oiseaux à travers les barreaux. J'étais devenue un animal qu'on gavage. »

Si la jeune femme ne remet pas en cause son hospitalisation – « ma vie était en jeu » – elle fustige un rapport de force permanent. Surtout les moments où cinq infirmiers l'attachent au lit avec des sangles. La scène se répète, et dure à chaque fois « un, deux jours ». « J'avais encore attaché ma sonde. Je me suis sentie tellement humiliée »,



**+27%**

de mesures d'isolement prises en cinq ans. Cela touche aujourd'hui entre 25 000 et 28 000 patients chaque année.

confie-t-elle, les mains légèrement tremblantes.

La colère se mêle à l'incompréhension. « On ne m'a jamais rien expliqué. » A Noël, ses parents ont l'autorisation de lui rendre visite. Elle les supplie de sortir, verse, pour une fois, quelques larmes. « On n'a pas le choix », lui répondent-ils, démunis. « J'ai compris qu'ils ne pensaient qu'à me sauver à tout prix. » Dans sa solitude, Sabrina se souvient d'une soignante. « Qu'est-ce qui vous ferait le plus plaisir ? » lui souffle-t-elle. « J'ai répondu un voyage en Egypte. » « Vous aimez les bijoux ? » Sabrina acquiesce et reçoit quelques jours plus tard une croix de vie égyptienne en argent. « Je l'ai toujours », sourit-elle.

Au bout d'un an, Sabrina atteint les 48 kg et peut sortir. Mais la nuit, dans ses cauchemars,

elle entend encore les hurlements des patients, voit les infirmiers agressés à coups de chaises. « Les soignants souffrent aussi », concède-t-elle. Plusieurs psychothérapies la tirent enfin d'affaire. Cette fois-ci, dans des cabinets, et non à l'hôpital.

Aujourd'hui elle a trouvé un travail d'assistante, s'est pacifiée et publie un deuxième livre\* en mai. Elle esquise un sourire : « J'arrive enfin à comprendre mon histoire. J'ai envie de vivre. » Contacté, l'hôpital psychiatrique Paul-Guiraud se défend : « Nous ne sommes pas au courant de ce recours. Jusqu'à présent nous n'avions aucun contentieux avec cette patiente. C'est quelqu'un de très courageux. »

\* « Troubles alimentaires : Mieux comprendre pour mieux guérir », Ed. la Providence.



L'hôpital Paul-Guiraud à Villejuif (Val-de-Marne).

## Deux établissements sur 28 dans les clous...

DANS SON DERNIER rapport d'activité 2016, Adeline Hazan, contrôleuse générale des lieux de privation de liberté (CGIPL), s'est penchée sur le sujet. Elle signale que l'adoption de la loi relative à la modernisation du système de santé depuis janvier 2016 prévoit la mise en place d'un registre. Chaque mesure d'isolement et de contention doit être recensée par écrit par les professionnels de

santé. Sauf que, sur les 28 établissements de santé visités l'an dernier, seuls deux tenaient un registre. Et la liste des critiques est longue : des chambres qui présentent de « graves faiblesses en matière de sécurité », sans toilettes, patients isolés dans leur propre chambre, en l'absence d'un médecin et sans surveillance. Et même un hôpital où les malades étaient enfermés nus. **E.H.**

## « On a souvent la main lourde »

Francis\*, infirmier psychiatrique

**DEUX INFIRMIERS** psychiatriques ont accepté de témoigner sur leurs pratiques. Pour Francis\*, quarante ans de carrière dans plusieurs établissements de la région parisienne, « l'isolement et la contention ne sont pas une punition mais un soin. On utilise parfois ces pratiques en prévention. Mais on a souvent la main lourde ». Selon lui, les problèmes d'effectifs et de formation sont responsables de ces dérives : « Avant, on pouvait être dix-quinze pour maîtriser un seul homme, désormais, on doit chercher des renforts dans tous les services même pour donner un repas. Nous sommes aussi moins bien formés depuis la suppression du statut d'infirmier psychiatrique en 1992. On travaille parfois la peur

au ventre, certains collègues se plaignent de patients ingérables. Les médecins choisissent alors de les mettre à l'isolement pour être tranquilles. »

### « C'EST DOULOUREUX POUR NOUS AUSSI » FRANCIS\*

« Cette pratique, parfois nécessaire, est douloureuse pour nous aussi, reprend-il. A partir du moment où on en vient aux mains, cela nuit forcément à la relation que nous avons créée avec les patients. Je me suis beaucoup battu contre la violence à leur encontre. Aujourd'hui, on s'interroge de plus en plus sur ces pratiques. »

Caroline\*, la quarantaine, infirmière et déléguée SUD-Santé en région pari-

sienne, constate que le problème est majeur. « On a évoqué les mesures d'isolement et de contention il y a quelques mois lors d'un comité technique d'établissement. On constate une hausse de ces pratiques dans tous les hôpitaux de France. »

Elle aussi dénonce les conditions de travail : « on est en moyenne 2 ou 3 soignants pour 20 à 25 personnes. Il ne reste plus assez de moments pour rester auprès d'elles. Les patients se sentent délaissés, tournent en rond, leur mal-être ne fait que décupler. Il y a quelques années, je me souviens d'une femme qui était restée 65 jours à l'isolement ! » **E.H.**

\* Les prénoms ont été changés.